

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article2476>

Alcatel et Lucent officialisent leur fusion

- Technologie -



Date de mise en ligne : vendredi 8 septembre 2006

Spyworld Actu

À Paris, puis à Wilmington, la fusion des deux équipementiers a été votée hier en assemblée générale. Serge Tchuruk devient président non exécutif ; Pat Russo directrice générale.

AU PALAIS Omnisports de Paris-Bercy hier après-midi et au DuPont Theatre à Wilmington dans le Delaware, aux États-Unis, les actionnaires du français Alcatel et de l'américain Lucent ont voté sans surprise pour « un mariage entre égaux ». À quelques heures d'intervalle, ils ont entériné le rachat de l'équipementier en télécommunications, propriétaire des mythiques « Bell Labs », par la firme française. « Les actionnaires de Lucent auront 39 % du capital du nouvel ensemble », rappelait - comme pour rassurer - la convocation signée par Pat Russo, la présidente de Lucent. À 54 ans, cette diplômée de l'université de Georgetow prendra le poste de directeur général du nouvel ensemble. Hier, plus de 40 % du capital d'Alcatel était représenté. « Un record ! » selon Serge Tchuruk. À Paris, les actionnaires d'Alcatel ont approuvé sereinement les 19 résolutions conditionnant la fusion avec plus de 85 % des voix. Mais aux États-Unis, le vote s'est déroulé dans une ambiance plus agitée. Certains actionnaires de Lucent ont en effet exprimés leurs craintes d'être « relégués au second plan » sous les applaudissements d'une partie de la salle.

Cette fusion entérine le dernier coup d'éclat de Serge Tchuruk, président depuis dix ans d'Alcatel, et futur président non exécutif de la nouvelle entité. Désormais, ce travailleur acharné qui aurait dû abandonner son poste au printemps prochain, pourra siéger plusieurs années chez le futur géant. Mais une clause soumise hier aux actionnaires prévoit que dans les trois années qui suivront la fusion, la révocation du président et du directeur général pourra intervenir seulement si elle est votée par les deux tiers des administrateurs. « Le conseil d'administration m'a demandé de rester », a-t-il tenu préciser hier.

Le poids des fonds d'investissement américains La décision incombe en grande partie aux fonds d'investissement américains et aux banques anglo-saxonnes. À lui seul, Brandes Investment Partners, qui gère 107 milliards de dollars d'actifs dans le monde, contrôle plus de 10 % du capital d'Alcatel et 6,9 % de Lucent. En regard, les grands actionnaires français, comme la Caisse des dépôts (4,8 % d'Alcatel) et la Société générale (moins de 1 % des actions), pèsent moins dans la balance.

Alcatel aura un poids supérieur à Lucent dans la nouvelle société, qui sera basée à Paris et de droit français : les actionnaires d'Alcatel, français ou étrangers, détiendront environ 61 %.

Aux États-Unis, Lucent, confronté à des actionnaires qui avaient demandé le report de l'assemblée générale pour protester contre le prix jugé trop faible, a conclu in extremis un accord avec les groupements d'actionnaires Resnick et AR Maley Trust, qui ont annulé leurs recours en justice. En France, les résultats décevants de Lucent, qui a vu son bénéfice net chuter de 82 % sur les neuf premiers mois de l'exercice, ont refroidi certains actionnaires qui mettent en cause le prix payé pour l'opération.

Les responsables d'Alcatel et de Lucent ont déminé les oppositions des deux côtés de l'Atlantique. Certains mettaient en cause la parité de 0,1952 action Alcatel pour une action Lucent. Le nouveau groupe devrait occuper la première place des équipementiers traditionnels, avec un chiffre d'affaires de 18,6 milliards d'euros.

En effectifs cumulés, les deux groupes employaient environ 88 000 salariés fin 2005, mais la fusion « devrait se traduire par une réduction d'environ 10 % de l'effectif global », ont précisé les sociétés. Le nouvel ensemble sera au deuxième rang, derrière l'américain Cisco, spécialiste des équipements pour l'Internet. Alcatel Lucent sera le premier pour les lignes téléphoniques fixes et le troisième pour le mobile.

Un chiffre d'affaires de 18,6 milliards d'euros

Serge Tchuruk veut créer un groupe plus rentable. Les deux alliés estiment entre 1,4 et 1,7 milliard d'euros les économies à réaliser par an au bout de trois ans. Les synergies porteront notamment sur les fonctions administratives, la chaîne logistique et la structure d'achat, la recherche et développement.

Surtout, en conduisant ce mariage, Serge Tchuruk assouvit un vieux rêve. Il avait dû abandonner son précédent projet, il y a cinq ans, sans doute à cause de l'administration américaine qui refusait de voir partir l'un de ses bijoux. Après l'aval des actionnaires, il reste encore à obtenir celui du Cfius (Committee on Foreign Investments in the United States), un comité supervisé par le département américain du Trésor.

Post-scriptum :

<http://www.lefigaro.fr/eco/20060908...>